

<https://www.ricochets.cc/Apres-les-JO-la-macronie-veut-nommer-son-gouvernement-pour-tenter-de-continuer-la-meme-politique-7751.html>



Après les JO : la macronie veut nommer son gouvernement pour tenter de continuer la même politique



- Les Articles -

Date de mise en ligne : mercredi 31 juillet 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

L'autocrate Macron et ses complices étant déçus des résultats des élections (ils ont été battus et le RN n'est arrivé "que" 3e), ils les ignorent, et préparent pour fin août-début septembre un.e 1er ministre et un gouvernement "à leur main" pour essayer d'imposer la même politique qu'auparavant.

Ils veulent fermement continuer à ignorer le NFP, en refusant les "usages" qui veulent que le 1er ministre proposé par le parti arrivé en tête est nommé.

Pour les classes bourgeoises, capitalistes et technocratiques, la fausse démocratie, les grèves et contestations c'est bien tant que ça ne gêne pas vraiment leurs intérêts. Dès que leur pouvoir et leurs intérêts sont menacés malgré leur domination médiatique et culturelle installée, l'autoritarisme, la répression policière et les interdictions en mode dictature c'est beaucoup mieux.

Comme d'habitude, il n'y a rien d'émancipateur à attendre des institutions oligarchiques/étatistes/capitalistes, qui, à défaut de révolution, ne font, au mieux, qu'entériner les poussées des mouvements sociaux en les édulcorant.

Et qui sinon ne font que continuer la même politique, moyennant éventuellement le lâché de quelques miettes à la plèbe.

- ▶ Extraits de cet article du Monde : [Emmanuel Macron profite de la « trêve politique » pour mûrir son plan pour Matignon](#) - Le chef de l'Etat, qui s'est replié à Brégançon, souhaiterait trouver une personnalité consensuelle à gauche comme à droite, mais dont la désignation au poste de premier ministre donnerait une impression de cohabitation.

Emmanuel Macron « mâchonne », selon sa propre expression, ses idées. Il compte nommer, d'ici à la mi-août, un premier ministre capable de composer avec une Assemblée nationale bigarrée, sans aucun groupe majoritaire. Le chef de l'Etat aurait, selon ses proches, quelques pistes. Et il profite de la « trêve politique » qu'il a lui-même décrétée pendant les Jeux pour mûrir son plan.

(...)

L'ancien maire de Dunkerque (Nord) imagine, à défaut d'une coalition, un « gouvernement de compromis sans compromission », qui tiendrait en s'assurant d'échapper à une motion de censure. Pour y parvenir, l'ancienne majorité planche sur une série de mesures à mettre en oeuvre par une future équipe exécutive que désignerait Emmanuel Macron.

Ce « pacte d'actions », élaboré par Gabriel Attal, chef du groupe des députés Ensemble pour la République et ses deux vice-présidents, Marc Ferracci (Français établis hors de France) et Stéphanie Rist (Loiret), dont Le Monde a eu copie, a été transmis aux élus macronistes dans la soirée du lundi 29 juillet. Tenant sur cinq pages, ce pacte propose une série de dispositifs - pour le respect de la laïcité, la défense du pouvoir d'achat, la justice fiscale, la défense des services publics, l'écologie ou le renforcement de la sécurité - en proposant des mesures dans la droite la ligne de celles pensées par le gouvernement précédent (réforme de l'assurance-chômage, lutte contre les discriminations, mesures contre la délinquance des mineurs...) en y ajoutant quelques innovations (référendum tous les ans pour réfléchir aux institutions).

(...)

Après les enfumages de "grand débat" et "convention citoyenne", la macronie semble vouloir tenter un nouvel artefact "démocratique" pour occuper les foules et les médias : des référendums institutionnels qui n'engagent à rien...

- ▶ Auparavant, c'était l'option "pencher très fort vers la droite" qui était tenté, voir sur [Le Monde](#) :
Quatre actions violentes prévues contre les Jeux ont été déjouées, signale la Place Beauveau prédisant qu'après la cérémonie d'ouverture, le « sport prendra le pas sur la sécurité ». A ce moment-là, souffle-t-il, « on s'effacera ». « Les Français seront très contents de ne plus voir nos têtes pendant quinze jours ! », plaisante Aurore Bergé, ministre

déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes. **L'élue des Yvelines prévient toutefois qu'elle travaillera, comme d'autres, depuis la coulisse, à la création « d'un nouveau pack gouvernemental stable », afin que le chef de l'Etat puisse nommer un gouvernement, penchant vers la droite, dès la mi-août. Après la trêve.**

- Ces basses manoeuvres des tyrans pour continuer la même politique vont-elles réussir ? Vont-elles tenir dans le temps ?

Ce qui est sûr c'est qu'ils feront tout pour empêcher le NFP de former un gouvernement, et encore plus pour l'empêcher d'appliquer son programme.

Refus de Lucie Castets : le coup d'Etat continue

- [Refus de Lucie Castets : le coup d'Etat continue](#)

Après le refus du Parti Socialiste d'Huguette Bello, présidente communiste de la Réunion, et celui, cette fois par la France Insoumise, de la lamentable Laurence Tubiana qui proposait déjà de trahir avant même d'avoir été nommée, les forces politiques du Nouveau Front Populaire ont réussi à se mettre d'accord sur la proposition de Lucie Castets comme Première Ministre, une technocrate engagée pour la défense des services publics et peu connue du grand public. Le même jour, Emmanuel Macron réagissait en refusant la nomination et en indiquant vouloir maintenir son gouvernement rejeté par les urnes au moins jusqu'à la mi-août.

Que nous dit cette nouvelle séquence ?

(...)

Lucie Castets est par ailleurs engagée depuis de nombreuses années dans la défense des services publics. Celle-ci s'oppose notamment vivement à ce qu'on appelle le New Public Management : l'importation des méthodes du management privé dans la fonction publique depuis les années 1990 et qui a conduit à son très fort appauvrissement.

Tout cela ne doit pas nous faire oublier les points problématiques de son parcours et de son engagement politique : Lucie Castets était candidate PS aux régionales 2015, c'est-à-dire en pleine présidence Hollande, après le CICE, la loi Macron (qui était à ce moment-là ministre de l'économie) et le début des lois liberticides.

Cela soulève des questions légitimes : peut-on se présenter sous l'étiquette PS en 2015 sans soutenir la ligne économique d'Emmanuel Macron, ministre de l'Economie du gouvernement PS de l'époque ? Lorsque l'on rentre davantage dans le détail, cela n'est pas plus rassurant : Lucie Castets était candidate sur la liste de Nicolas Mayer-Rossignol (d'ailleurs très enthousiasmé par sa proposition au poste de Première ministre), maire de Rouen qui incarne depuis deux ans la ligne anti-Nupes et anti-Faure au sein du Parti Socialiste, c'est-à-dire une ligne de divorce total avec la France Insoumise. Lucie Castets était également proche du courant politique de Pierre Moscovici (lui-même partisan de Dominique Strauss-Kahn en 2012), c'est-à-dire une des lignes politiques les plus libérales au sein du Parti Socialiste.

(...)

De son côté, la France Insoumise rappelle qu'il est possible d'évoluer politiquement, que Lucie Castets a quitté le PS en raison de son désaccord avec la politique mise en place lors du quinquennat Hollande, et insiste sur le fait que cette dernière défendrait à 100% le programme du Nouveau Front Populaire.

(...)

Pour le dire autrement, le soutien critique à la gauche institutionnelle, ou la critique de la gauche par sa gauche, n'est pas une activité de tireur dans le dos : c'est ce qui permet d'ouvrir la fenêtre d'Overton à gauche, de faire pression et parfois d'obtenir des choses.

(...)

Les médias dominants jouent un rôle essentiel dans cette diabolisation, diffusant par exemple des sondages indiquant que "pour 58% des Français, Emmanuel Macron ne doit pas nommer Lucie Castets à Matignon". Bien sûr ces journalistes ne précisent pas ni qu'on retrouverait ce type de sondage pour n'importe qui, ni que la plupart des

mesures du Nouveau Front Populaire sont ultra majoritaires dans la population, ce que nous apprennent d'autres sondages, eux très peu relayés. Par ailleurs c'est bien par le vote que nous sommes censés tranchés et non pas par sondages.

(...)

Si les médias diabolisent Lucie Castets (...) c'est parce que, désormais, un programme avec des mesures sociales minimales suffit à créer une panique au sein de la bourgeoisie qui ne veut plus aucun compromis, plus rien accorder.

De ce point de vue, la nomination d'un gouvernement Nouveau Front Populaire créerait une situation : affrontement ou capitulation. Même sans être radicale, une première ministre et son gouvernement qui voudraient appliquer les mesures du programme seraient contraints de s'engager dans une lutte âpre avec le capital, l'appareil d'Etat et le reste des forces politiques.

(...)

Nous le disons depuis longtemps à Frustration : nous ne sommes pas en démocratie. L'illusion se maintenait grâce à l'illusion de la possibilité d'une alternance par les élections. Macron, qui en avait pourtant déjà franchi beaucoup, vient de franchir un nouveau cap : refuser le résultat des élections.

Dès le soir même de la proposition de Première ministre par le Nouveau Front Populaire, groupe arrivé en tête des élections, qui bénéficie d'une majorité relative, Macron refusait cette nomination.

Certains pensaient que cette situation étrange - un gouvernement défait qui reste en place - était liée au fait que le Nouveau Front Populaire n'avait pas encore proposé de candidat, on voit désormais que la réalité est tout autre.

(...)

Principal argument avancé : il faudrait (soudainement) attendre la fin des Jeux Olympiques. Mais dans ce cas, pourquoi avoir dissous dans la précipitation à la veille des Jeux Olympiques ? Pourquoi ne pas avoir annoncé la dissolution après cet événement, ce qui aurait d'ailleurs permis aux forces politiques d'organiser les élections dans de bonnes conditions comme cela est normalement la norme dans une démocratie ? C'est que là n'est pas la question : **si le RN avait eu 200 députés, nous aurions déjà un gouvernement RN.** La cohabitation avec le RN était d'ailleurs l'objectif de Macron pour des calculs stratégiques foireux

(...)

Le résultat de ces élections ne plaisant pas à Macron, celui-ci fait donc comme si elles n'avaient pas eu lieu. Il est donc allé jusqu'à déclarer que le Nouveau Front Populaire n'a pas de "majorité quelle qu'elle soit", ce qui est factuellement faux

(...)

La fable démocratique en France reposait grandement sur le mythe de l'alternance. Même si elle n'était pas réelle, elle créait des sortes de rapports de force. Maintenant même cette alternance n'existe plus et ce régime apparaît au grand jour pour ce qu'il est et a toujours été. Quand on vote, on sait qu'il faudra désormais espérer que le résultat convienne à Emmanuel Macron.

(....)

-
- **Face aux coups d'Etats, face à l'absence de démocratie, face aux profonds problèmes climatiques et sociaux, il nous faut bien plus que des élections, un relookage des institutions étatistes, un improbable gouvernement de gauche sans majorité absolue, quelques grèves et manifs, il faut un puissant mouvement social à caractère insurrectionnel qui déborde tout.**